

**DECRET N° 2011- 575/PRES/PM/MEF**  
**portant réglementation de l'aliénation des**  
**biens mobiliers et matériels réformés et**  
**assimilés de l'Etat et de ses démembrements.**

*Visa CF N° 0415*

*12 - 08 - 2011*

**LE PRESIDENT DU FASO,**  
**PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**



- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2011-237/PRES/PM du 21 avril 2011 portant composition du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** la loi n°006-2003 AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n°2008-154/PRES/PM/SGG-CM du 2 avril 2008 portant organisation du Ministère de l'économie et des finances, ensemble ses modificatifs ;
- Sur** rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- Le** Conseil des Ministres, entendu en sa séance du 11 mai 2011 ;

**DECRETE**

**Article 1 :** Tous les biens mobiliers ou matériels détenus par un service de l'Etat ou de ses démembrements, réformés et classés à vendre, doivent être mis à la disposition de la direction en charge du patrimoine de l'Etat, aux fins de vente aux enchères publiques.

Les démembrements de l'Etat s'entendent des collectivités territoriales et leurs établissements publics, les établissements publics de l'Etat, les sociétés d'Etat et les sociétés à participation publique majoritaire.

**Article 2** : La mise à disposition consiste en la remise matérielle des biens à vendre. Cette mise à disposition est constatée au moment de la vente par une décharge établie en triple exemplaire suivant le modèle annexé au présent décret, dont un exemplaire est transmis à l'Inspection Générale des Finances. La décharge est établie après l'identification du matériel présent sur les lieux au moment de la vente, effectuée en présence des représentants du service détenteur et du service chargé de la vente.

**Article 3** : Le matériel réformé et classé à vendre reste sous la bonne garde du service détenteur jusqu'au jour de la mise à la disposition du service chargé de la vente. En cas de prélèvements d'objets ou matériels réformés, ou prélèvement de pièces sur ces objets ou matériels, et si lesdits prélèvements sont effectués entre le jour de la réforme et celui de la remise, la responsabilité du service qui en avait la garde est engagée et il doit répondre des pertes constatées.

**Article 4** : Tous meubles, effets, matériels et matériaux ne dépendant pas du domaine public, mais acquis à l'Etat par droit de saisie, confiscation, préemption, déshérence ou autrement sont, nonobstant toute disposition contraire, vendus aux enchères publiques par la direction en charge du patrimoine de l'Etat ou son représentant, sur la base d'un procès-verbal de remise en quadruple exemplaire suivant le modèle annexé au présent décret, dont un exemplaire est transmis à l'Inspection Générale des Finances.

**Article 5** : Ne sont pas compris dans le champ d'application de l'article 4 les saisies et autres confiscations portant sur les métaux précieux, les armes de guerre et leurs munitions, le matériel médical ayant servi à l'exercice illégal de la profession et ceux dont il a été fait un usage illicite, ainsi que tous les objets et matériels dont la vente, l'usage ou la détention constituent des délits prévus par la loi.

**Article 6** : En sont également exclues les marchandises visées à l'article 154 et suivants de la loi n°03/92/ADP du 03 décembre 1992, portant révision du code des douanes du Burkina Faso, de même que les saisies opérées par l'Administration des impôts dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de recouvrement forcé des impôts et taxes, prévues par les dispositions de la loi N° 004-2010/AN du 28 janvier 2010 portant institution d'un livre de procédures fiscales.

**Article 7 :** Sont interdites, les ventes de biens mobiliers et matériels dont le caractère historique, artistique, touristique, scientifique ou militaire est reconnu par les Ministres en charge de la culture, du tourisme, de la défense et de la recherche scientifique, et susceptibles d'être placés au Musée National ou Militaire.

**Article 8 :** Exceptionnellement, des ventes restreintes de véhicules réformés de l'Etat pourront être consenties au profit des agents émargeant au budget de l'Etat, par décision du Ministre chargé des Finances.

**Article 9 :** Le service chargé des ventes est tenu de dresser un procès-verbal des opérations de vente suivant le modèle annexé au présent décret. Deux exemplaires dudit procès-verbal sont obligatoirement adressés, l'un à l'Inspection Générale des Finances et l'autre à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique.

**Article 10 :** Les ventes visées aux articles 1, 4 et 8 ci-dessus doivent faire l'objet de publicité et de concurrence. Cette publicité se manifeste par la publication d'un communiqué relatif à l'organisation de toute opération de vente, par voie de presse écrite et audiovisuelle, et /ou par affichage en tous lieux publics.

Le communiqué doit préciser le public concerné par la vente.

**Article 11 :** En aucun cas, l'aliénation d'un bien mobilier ou matériel quelconque ne peut être réalisée à titre gratuit ou à un prix inférieur au montant de la mise à prix fixé par la Commission de réforme.

**Article 12 :** Les produits des ventes visées aux articles 1, 4 et 8 ci-dessus sont répartis conformément aux textes en vigueur.

**Article 13 :** Les modalités d'application des dispositions de l'article 8 seront précisées par arrêté du Ministre chargé des finances.

**Article 14 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du Décret n° 77-479/PRES/MF du 20 décembre 1977 fixant la procédure de vente des objets, mobiliers et matériels réformés de l'Etat et des collectivités publiques secondaires, ensembles ses modificatifs.

**Article 15** : Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 18 aout 2011



Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre de l'économie et des finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA

**DECHARGE**

L'an deux mille .....et le ....., nous soussignés :

(noms, prénoms, grades et fonctions et structure représentée),

avons procédé à une remise à **LA DIRECTION GENERALE DU PATRIMOINE DE L'ETAT**  
du matériel reformé et classé à vendre de (désignation de la structure), selon l'état ci-après :

N° du lot	Désignation du matériel	Mise à prix	Observations

Soit au total (nombre de chaque type de matériel) reformés et classés à vendre.

Fait à Ouagadougou le .....

(Signature du représentant du service détenteur)

Vu et certifié par le Chef du service  
chargé de la vente

Ouagadougou le.....

**PROCES-VERBAL DE REMISE  
A LA DIRECTION GENERALE DU PATRIMOINE DE L'ETAT  
DU MATERIEL SAISI, ABANDONNE, CONFISQUE OU PROVENANT D'AFFAIRES ETEINTES  
DEPUIS PLUS DE SIX MOIS (désignation de la structure)**

L'an deux mille .....et le ....., nous soussignés :

(noms, prénoms, grades et fonctions et structure représentée),

sommes réunis à....., en vue de dresser l'état des biens mobiliers ou matériel saisis, abandonnés, confisqués ou provenant d'affaires éteintes depuis plus de six mois, existant à..... (structure détentrice du matériel) à la date du..... dont la vente a été autorisée par le Procureur du Faso par..... du..... et la remise à la Direction Générale du Patrimoine de l'Etat aux fins de vente autorisée par le Président du Tribunal de Grande Instance de ..... en date du.....

La situation suivante a ainsi été arrêtée :

N° d'ordre	Désignation du matériel	Observations

Soit au total (nombre de chaque type de matériel).

En foi de quoi le présent procès-verbal a été établi en triple exemplaire pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Ouagadougou le .....

(Signature du service détenteur  
du matériel)

Vu et certifié par le chef du service  
chargé de la vente

Ouagadougou le.....

PROCES-VERBAL N°..... DE VENTE AUX ENCHERES  
PUBLIQUES A LA CRIEE

L'an deux mille ..... et le ....., une équipe du service de l'Aliénation des biens du  
Domaine mobilier de l'Etat, composée de ;

(Nom, prénoms et fonction des membres de l'équipe)

et de ..... (Noms, prénoms et fonctions), représentant .....(structure détentrice du  
matériel) ;

s'est réunie dans l'enceinte de ..... (lieu d'entreposage du matériel), en vue de procéder à  
**la vente aux enchères publiques à la criée** du matériel réformé de .....  
(structure détentrice du matériel).

Attendu que la vente aux enchères dont il s'agit a été annoncée par radio diffusion, par  
presse écrite et par affichage, conformément à l'article 10 du décret ..... portant  
réglementation de l'aliénation des biens mobiliers et matériels réformés et assimilés de l'Etat  
et de ses démembrements ;

attendu qu'un nombre suffisant de personnes réunies sur les lieux permettait d'ouvrir les  
enchères ;

il a de suite été rappelé que la vente s'effectuait aux conditions ordinaires de vente de  
matériel et mobilier réformés de l'Etat et de ses démembrements, à savoir paiement au  
comptant, enlèvement immédiat et sans garantie, taxes en sus de 9%.

Enfin, il a été procédé à l'exposition du matériel mis en vente et à l'ouverture des enchères.

Aussi, la situation du matériel adjudgé est ainsi établie :

N° du lot	Désignation du matériel	Adjudicataire	Mise à prix	Prix d'adjudication	Taxe en sus 9%	Total
Totaux				*****	*****	*****

Le présent procès-verbal est arrêté en principal à la somme de ..... *francs CFA*.

En foi de quoi ledit procès-verbal a été établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Ouagadougou le .....



MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE DU PATRIMOINE DE L'ETAT

\*\*\*\*\*

DIRECTION DU DOMAINE AFFECTE DE L'ETAT

BURKINA FASO  
Unité -Progrès -Justice

PROCES-VERBAL N°..... DE VENTE AUX ENCHERES  
PUBLIQUES SOUS PLIS FERMES

L'an deux mille .....et le ....., la Commission Nationale de dépouillement des offres d'achat, conformément aux dispositions de l'arrêté n°2009-258/MEF/SG/DGPE/DDAE du 20 juillet 2009 et composée de :

(noms, prénoms, grades et fonctions des membres de la commission),

s'est réunie à....., en vue de procéder au dépouillement des offres d'achat sous plis fermés du matériel réformé de..... (structure détentrice du matériel).

L'opération de vente sous plis fermés dudit matériel s'est déroulée du ..... au .....

Après avoir dégagé les cautions des soumissionnaires non adjudicataires à rembourser et les cautions des soumissionnaires défaillants acquises au Trésor Public, la situation du matériel adjudgé est ainsi établie :

N° du lot	Désignation du matériel	Adjudicataire	Mise à prix	Cautiion	Prix d'adjudication	Taxe en sus 9%	Total
Totaux				.....	.....	.....	.....

Le présent procès-verbal est arrêté en principal à la somme de..... **francs CFA**.

En foi de quoi ledit procès-verbal a été établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Ouagadougou le .....

